

# Consultation publique de l'ARCEP sur l'établissement du plan national de numérotation et de ses règles de gestion. Contribution du MEDEF

Le 23 juillet 2025, l'ARCEP a lancé une consultation publique sur l'évolution du plan national de numérotation et de ses règles de gestion « Évolutions du plan national de numérotation et de ses règles de gestion ».


Comme le précise l'ARCEP, l'article 16 de la loi n° 2025-594 du 30 juin 2025 contre toutes les fraudes aux aides publiques complète le VI de l'article L. 44 du Code des Postes et des Communications électroniques pour confier à l'Arcep le soin de définir « *une catégorie de numéros consacrés aux appels et messages concourant à un objectif d'intérêt général, notamment en favorisant le pluralisme des courants de pensée et d'opinion ou en contribuant au maintien de l'ordre public économique, pour laquelle l'interdiction prévue au premier alinéa du présent VI ne s'applique pas* ». Il prévoit en outre qu'« **un arrêté** des ministres chargés de la consommation et des communications électroniques **fixe la liste des organisations pouvant être affectataires d'un numéro de cette catégorie** ».

Dans cette optique, l'ARCEP interroge les parties prenantes concernant la création de la catégorie des numéros polyvalents pour les appels et messages d'intérêt général leur conditions d'attribution de renouvellement et d'utilisation qui s'y rapportent.

Dans ce contexte, le MEDEF souhaite faire part des observations suivantes :

A titre liminaire le MEDEF rappelle que Olivier Reitmann, rapporteur au Sénat du texte de loi n° 2025-594 du 30 juin 2025 contre toutes les fraudes aux aides publiques, avait précisément mentionné que les activités des « sociétés de recouvrement et d'acquisition de créances et les gestionnaires de crédit », étaient incluses dans le champ des appels et messages concourant à un objectif d'intérêt général (par opposition à un « intérêt public », pour justement inclure cette activité). De ce fait, ces activités devront figurer dans le futur arrêté mentionné dans l'article 16 ci-dessus. De plus, il est à noter que des entreprises dont l'objet social ou dont l'activité exclusive ne sont pas le recouvrement de créances, peuvent également procéder au recouvrement de leurs créances dans le cadre de leur activité. Après publication de l'arrêté, ces sociétés pourront utiliser cette nouvelle catégorie de numéros polyvalents pour les appels de leurs débiteurs.

Le MEDEF indique par ailleurs que la création de numéros spécifiques consacrés à ce type d'appel ne règlera pas les difficultés liées à la joignabilité. En effet, cette catégorie de numéros « France Métropolitaine = 01 51 0, 02 81 0, 03 41 0, 04 41 0, 05 41 0 et 09 41 0 » est beaucoup trop limitative en termes de préfixes et de possibilités de numéros. Elle sera donc vite repérée par les débiteurs qui ne répondront pas aux appels des sociétés réalisant ces appels d'intérêt général. Il est indispensable que ces appels et SMS, fassent l'objet d'une mesure spécifique pour garantir au mieux



une joignabilité optimale et pour éviter les risques de confusion avec des appels de prospection commerciale.

Le MEDEF souhaite ainsi que des séries de nouveaux numéros, composant cette catégorie d'intérêt général, soient attribuées de manière aléatoire **sans préfixes déterminés**, afin que ces numéros ne puissent pas être repérés préalablement et facilement. En outre, afin de parvenir à l'objectif poursuivi par la loi, le MEDEF souhaiterait que l'ARCEP entreprenne des démarches de communication auprès des opérateurs de sorte que ces numéros ne soient pas identifiés et blacklistés, comme étant des « appel malveillant » ou encore « indésirable ».

\*\*\*\*\*

